

Face à la décapitation d'un professeur, c'est la question de la compatibilité de l'Islam avec la France qui est posée

écrit par Emmanuel Crenne | 17 octobre 2020



Emmanuel CRENNE
Conseiller régional d'Occitanie

Communiqué de presse d'Emmanuel Crenne, Conseiller régional d'Occitanie

Il n'y a pas de mots pour décrire l'horreur dans laquelle notre pays est une nouvelle fois plongé. Mais après les nécessaires messages de soutien à la famille de la victime de ce nouvel acte de barbarie islamique notre société ne saurait faire une impasse sur l'examen de la question de la place de l'islam.

S'il faut maintenant laver le sang des victimes, il faut

surtout, afin d'honorer leur mémoire, tout faire pour empêcher la récurrence de tels actes au nom d'une idéologie pernicieuse qui a pénétré notre pays. L'acte monstrueux d'hier démontre de manière éclatante que toute tentative d'apaisement est aujourd'hui inutile, voire dangereuse. Il faut enfin se résoudre à agir !

Trop longtemps les majorités successives PS/LR/LREM/MODEM comme d'ailleurs leur opposition LFI/RN ineptes ont proclamé l'islam « compatible », et jeté l'anathème sur ceux que le système qualifiait d'islamophobes, l'islam étant selon le dogme officiel une religion « de paix et d'amour ». Les faits d'aujourd'hui leur donnent tort. Le terroriste n'est pas un déséquilibré, il a appliqué les préceptes professés dans le Coran et agi en son nom.

Le livre saint de l'islam, parole incréée d'Allah clôt la Révélation des trois religions du Livre et n'est donc non interprétable ni à remettre en cause par les croyants. Ce livre demande le sang des infidèles dans de très nombreux versets (voir par exemple 2.214, 4.59, 4.91, 5.37, 8.7, 8.12, 8.14, 8.52, 8.57, 8.66, 9.5, 9.29, 47.4). Comment ne pas s'étonner qu'on en accepte la propagation sur notre territoire ? Complaisance ou trahison, l'Histoire jugera les responsables.

L'aveuglement doit donc maintenant cesser. Il est temps que la question de la compatibilité de l'islam et du Coran avec la France soit examinée en détail. Ne pas le faire, c'est garantir de nouveaux attentats, de nouvelles atrocités et, à terme, une guerre civile qui, sans mesures adéquates, paraît de plus en plus inéluctable.



Emmanuel CRENNE

Conseiller régional d'Occitanie